DIAL 2868

NICARAGUA - Coups de sonde sur un pays pris au piège

Jean Loison

samedi 1er avril 2006, mis en ligne par Dial

Nos lecteurs connaissent les analyses régulières de notre ami Jean Loison sur le Nicaragua. Il nous propose ici, dans une lettre datée de décembre 2005-février 2006, quelques coups de sonde révélateurs de la difficile situation de ce pays, pris au piège entre un machisme traditionnel et un analphabétisme important, sans parler de cet autre piège qui fait du peuple l'otage de quelques leaders politiques corrompus et ne songeant qu'à se perpétrer au pouvoir. Triste situation du Nicaragua, pour le peuple d'abord, mais aussi pour tous ceux qui avaient jadis vu dans ce pays le modèle d'une véritable révolution au service du peuple. Cette situation affligeante n'empêche pas pour autant ce peuple de connaître une joie de vivre qui fait défaut chez nous.

Les femmes nicas et la machisme

Les femmes nicas ont une part de responsabilité dans le machisme : car les mères de violées ou abusées (quand elles sont au courant !) adoptent une attitude complice et n'osent pas porter plainte, ou la retirent par peur des coups ou parce qu'elles dépendent de leur conjoint financièrement. Les victimes aussi, qui portent pourtant des séquelles insidieuses (psychologiques, émotionnelles, sexuelles, relationnelles) et manquent d'épanouissement, ont leur part de responsabilité par leur silence permanent.

C'est à peu près cela que je disais à deux d'entre vous (un ménage) début décembre dernier à Estelí. Comme j'avais déjà commencé cette lettre, ils m'ont dit : « ça, il faut absolument en parler dans ta circulaire ». C'est ce que je fais maintenant (et peux continuer la prochaine fois), tout en étant étonné de leur étonnement. Car le machisme et ses conséquences (non seulement l'autoritarisme, et les abus sexuels envers les « vulnérables » (femmes et enfants), mais aussi l'abandon du père (le grand absent), la pression sociale favorisant l'alcoolisme, l'impossibilité d'exprimer ses émotions et communiquer normalement…) tout cela fait tellement partie de la vie quotidienne. Par exemple :

1) Les abus sexuels sont une épidémie, voire une endémie. La grande majorité des violeurs ou abuseurs sont membres de la famille : au premier rang les pères (plus souvent les adoptifs). Ils sont « aidés » :

– par les lois qui ne sont pas à la hauteur.
– par les juges d'enfants (en général des femmes) qui se montrent complaisantes envers le « pauvre » accusé et sont « nocives » envers les victimes.
– par l'opinion publique qui tolère.

Daniel Ortega veut se représenter une quatrième fois. Ses adversaires l'accusent de nombreux maux, mais personne, absolument personne, ne prend en compte le viol qu'il a commis sur sa fille adoptive pendant plus de dix ans. Cela est occulté.

Et il n'y a pas de séance de confession dans les jours qui précèdent la première communion (entre neuf et

dix ans) sans que je n'aie deux ou trois cas d'enfants violés ou abusés sur 150, et la mère n'est jamais au courant. Deux ou trois qui, évidemment c'est la règle, croient être coupables.

Or je ne pose jamais de questions à ce sujet. Alors si deux ou trois sont suffisamment éveillées pour oser en parler spontanément, quelle est la réalité pour les 147 autres et quelle sera-t-elle quand elles auront quelques années de plus ? N'est-on pas face au secret le mieux gardé au monde et pendant toute la vie ? Et ce silence féminin favorise les machos.

Les mères, quand elles sont mises au courant, se sentent coupables surtout de l'irresponsabilité du mari (« je suis une mauvaise mère, parce que je ne m'en suis pas rendu compte, parce que je n'ai pas su le satisfaire, parce que ma fille l'a séduit »). Pour une raison ou pour une autre, l'homme (le véritable coupable) demeure totalement innocent, « dé-responsabilisé ». Un peu plus haut, je faisais référence à l'opinion publique, il faut ajouter : l'opinion publique même féminine. Typique ce qui s'est passé il y a quelques années : une femme avait tué sa jeune rivale (une élève du secondaire) et pendant plusieurs jours, les médias exposaient cette rivalité se demandant laquelle des deux femmes avait eu raison ou non et rejoignaient les commentaires de mes huit collègues professeurs femmes. Aucune, à aucun moment, n'a mis en cause le « pauvre » mari, témoin et cause de la dite rivalité, et incapable de choisir (le voulait-il ?). Il était tout à fait hors de l'affaire, presque considéré comme une victime de ces deux femmes. C'est le comble ! Je n'ai jamais pu me faire comprendre. « Tu sais, Jean, nous les femmes, nous sommes bien spéciales… »

2) Mes collègues, comme la plus grande partie du monde féminin nica à mon avis, n'ont pas la conscience explicite d'entretenir et de faire vivre la culture machiste. Pourtant, c'est clair : comme le père n'existe pas ou qu'il est absent du foyer, à qui revient l'éducation des enfants ? sinon à leur mère uniquement et à la culture ambiante.

Les enfants garçons pratiquement sont des petits dieux qui n'ont pas à participer à la vie et à l'entretien de la maison, et qui, facilement, sont servis par la mère et les sœurs… Et sans le vouloir, mais elles le reconnaissent quand on en parle, les mères travaillent contre leurs brues, car elles sèment en leurs fils des graines empoisonnées qui pousseront quand ils seront adultes et maris, et s'épanouiront en pleine culture machiste, laquelle leur réaffirmera qu'ils ont des droits acquis de par leur sexe, qu'ils sont supérieurs et valent plus que leurs sœurs, leur mère et leur femme. Combien de fois le machisme ne commence-t-il pas par le « m » de maman ? Mais loin de moi de culpabiliser cette maman. Je veux seulement dire qu'après avoir respiré et intériorisé la culture ambiante, elle contribue à la reproduire à son insu.

Comme le fils a tous les droits, il trouve normal d'avoir plusieurs partenaires (puisque les femmes sont à son service), à chacune desquelles il dira en secret : « Je ne peux pas vivre sans toi ». Et si c'est nécessaire (lisez : s'il n'a pas le courage de demander la fille à ses parents), il la « séquestrera ». En effet, un beau soir, la fille ne revient pas au foyer. Inquiétude, police… et 2 ou trois jours plus tard, on la retrouve, tout à fait consentante avec le procédé, dans la « maison » de son rapteur ou (c'est la même chose) de son « propriétaire ». En 2005, deux de mes « bras droits » ont vu leur fille s'en aller de la maison dans ces conditions.

J'ai tout à fait conscience de généraliser quand je dis : « la femme nica… » ou bien : « les garçons… », mais j'emploie quand même cette tournure car c'est bien la tonalité qui se vit, ou qui est admise, ou tolérée, dans les faits.

L'analphabétisme… à la sauce libérale

En mars débutera l'année scolaire. D'où les examens d'admission en premières année de toutes les écoles d'infirmières qui dépendent de l'Université d'Etat. Le quota pour l'entrée en première année dans notre école était de 45 élèves. 80 se sont présentées. Une seule a été reçue avec la moyenne. Donc 44 n'ont pas eu cette moyenne, mais ont été acceptées quand même (dans l'ordre des notes) pour remplir le quota ! Elles seront là le premier lundi de mars.

Comme pratiquement « n'importe qui » peut ouvrir une université (il suffit d'un garage, dit-on ici), il y en a 9 dans la ville d'Estelí (100 000 habitants pour une seule librairie). Ainsi les écoles d'infirmières privées se multiplient dans les mêmes proportions dans toute la région, avec des propositions alléchantes. Elles proposent par exemple la licence en soins infirmiers en deux ans, en cours du samedi. Et il est possible également d'étudier Pharmacie en cours du samedi (pendant cinq ans, comme les cours normaux).

Mais l'Université d'Etat n'échappe pas à la soif d'argent. Notre école a maintenant, comme les autres écoles, sa section payante (pour certaines carrières sanitaires) et ses cours payants du samedi. Révisez vos maths : sous l'effet du fric, 5 est maintenant égal à 1 puisque avec 1 jour de cours par semaine, on obtient le même diplôme qu'en 5 jours de cours ! De plus, ces jours-ci, pendant 4 semaines (1 fois par semaine), il y aura des cours d'été payants pour celles/ceux qui ont échoué dans telle ou telle matière en 2005. Ainsi, en 4 semaines (4 jours pratiquement), elles/ils auront la moyenne qu'elles/ils n'ont jamais obtenue pendant un semestre ! En théorie, la réussite à la suite de ces cours n'est pas automatique, mais comment un professeur pourrait-il se montrer aussi ingrat ?

Je vous précise que je n'ai jamais voulu entrer dans cette prostitution ou commercialisation de diplômes, ou encore dans ce mépris de l'être humain.

Chez les ingénieurs, à l'Université d'Etat, 2,5% ont eu la moyenne, mais on a accepté 1 420 étudiants qui représentent le quota de toutes les écoles d'ingénieurs, à condition qu'ils suivent un cours payant de mise à niveau dans la même université. Alors, une bombe a éclaté ces jours-ci : le ministre de l'éducation, sans nier les grandes faiblesses sous-jacentes de l'enseignement secondaire, a parlé « d'intérêt commercial des universités, émettant de sérieux doutes sur ces épreuves où tant d'étudiants échouent et se convertissent en clients pour des cours de remise à niveau ou pour des écoles privées ».

Comme la vie est chère et les salaires insuffisants, toutes les occasions de gagner un peu sont bonnes. Par exemple, la responsable des infirmières d'Etat au niveau de la province administrative (c'est mon ex-directrice), est en même temps la directrice d'une école d'infirmières privée dans la même ville d'Estelí !

Cependant, en fin de comptes et sans rien renier de ce que j'ai dit, je pense que l'infime proportion d'admis en première année est due beaucoup plus à la grande faiblesse de l'enseignement primaire et secondaire, qu'à la corruption et qu'aux nécessités urgentes de survivre de la part des professeurs et de leur université. D'ailleurs, quelques jours plus tard, une enquête a établi que les étudiants ingénieurs recalés avaient, quand ils étaient en première ou deuxième année de secondaire, des notes semblables à celles qu'obtiennent actuellement les élèves des mêmes classes ; autrement dit, les pauvres résultats ne naissent et ne naîtront pas par génération spontanée et la faiblesse de l'enseignement secondaire continuera d'encourager le commerce. Et pour ce qui concerne les soins infirmiers, ce n'est pas en réduisant le temps de scolarité que l'on améliorera le niveau et que l'on pourra influer sur la formation au par cœur, à la répétition (au lieu de la réflexion) qu'ils ont reçue depuis la primaire.

Ce mépris de l'intelligence et encore une fois de l'être humain, on le retrouve sur le plan religieux : la formation, où l'accent est mis sur les formules, les rubriques, la lettre, la loi pour la loi, c'est tout aussi triste. L'Eglise, c'est l'ordre, répète l'évêque d'Estelí.

Chaos social

Les chiffres officiels de l'économie, dits « macroéconomiques », s'améliorent, mais la population continue de « survivre », selon l'expression consacrée.

En effet, s'il est certain que nous sommes dans la catégorie des pays très pauvres ou « hautement endettés » et que pour cela nous avons droit à un traitement spécial de la part des grands organismes financiers (Banque mondiale, Fonds monétaire international…), en fait ceux-ci disent en substance : nous vous aidons à payer la dette externe, mais l'argent que vous épargnez ainsi doit servir à payer la dette interne. Dans la pratique, ces organismes s'arrangent pour que les millions de dollars aillent non pas à la santé ou à l'éducation ou encore à l'amélioration des conditions sociales, mais au remboursement des banques qui ont absorbé une banque en faillite frauduleuse ou ont prêté de l'argent à Alemán [président

de 1997 à 2002] et le récupèrent à des taux usuraires.

L'argent envoyé par les nicas de l'extérieur est toujours la première ressource du pays, avant le café (même avec un prix de vente en hausse actuellement). Ces dollars de l'extérieur représentent 58% du montant total des exportations. Les banques ne devraient-elles pas entourer de respect et considération, voire même cajoler et remercier les émigrés ?

L'émigration ne diminue pas, essentiellement vers :

– le Costa Rica (environ 600 000) et les Etats-Unis (environ 500 000).
– mais aussi El Salvador (pour remplacer les Salvadoriens partis aux Etats-Unis) et l'Espagne.

C'est ainsi que 1 300 000 sont à l'étranger, soit près d'un nica sur trois, puisque la population totale est encore loin d'atteindre les 5 millions d'habitants.

D'autres chiffres :

– Près d'un tiers de la population (spécialement les enfants de 0 à 3 ans) souffrent de dénutrition chronique.
– Un tiers également de la population active est au chômage ou est sous-employée.
– Le salaire minimum oscille entre 50 dollars et 105 dollars, mais le « panier de la ménagère » coûte 115 dollars.

Or les sandinistes [partisans d'une révolution sociale, qui furent au pouvoir de 1979 à 1990], de qui on pourrait espérer une sensibilité sociale, n'ont rien à dire sur tout cela, ni à proposer quoi que ce soit au sujet :

– des inégalités scandaleuses dans les salaires. Au Costa Rica, le ministre de l'éducation gagne 5 fois plus qu'un instituteur, et 10 fois plus que l'employé le moins payé de son ministère. Par contre, au Nicaragua, la différence est de 100 à 1. Et les médecins qui, depuis trois mois, mènent une grève classiste (eux seulement) et inhumaine (les retards pour diagnostiquer un cancer par exemple) n'ont pas tort dans leur raisonnement : il faut mettre de l'ordre dans les salaires des fonctionnaires, car il n'est pas juste que 0,7% des fonctionnaires reçoivent, dit-on ici, des megasalaires, soit 25% de toute la liste des salaires de l'Etat.
– du chômage.
– des hôpitaux sans ressources et pratiquement sans sécurité sociale.
– de l'analphabétisme en augmentation. Un million d'enfants et d'ados ne vont pas à l'école. 30% ne terminent pas le primaire.
– de la jeunesse. Le gouvernement d'alors (1980) avait su enthousiasmer et « énergiser » toute une jeunesse pour aller enseigner à lire et écrire dans tout le pays. Je ne peux pas croire que les jeunes actuels soient substantiellement différents, même s'ils n'ont devant les yeux que le spectacle de la corruption, médiocrité, égoïsme, consommation et j'm'en-foutisme. Or tous ces thèmes étaient les points forts et privilégiés du sandinisme.

De même, il y a quelques mois, au moment où se négociait (pour les grands comme les Etats-Unis) ou s'imposait (aux petits) le grand Traité de libre commerce (TLC), on savait les sandinistes opposés. Mais ceux-ci ont finalement laissé voter (au profit d'autres intérêts politiques). Ce TLC, inévitablement, affectera tout le Nicaragua (l'agriculture nica n'est pas capable de lutter contre les produits subventionnés des Etats-Unis) et le transformera, davantage encore, en une immense zone de sous-traitance, affranchie de toute loi sociale et de tout regard de la part du ministère du travail : l'esclavage moderne.

D'ailleurs, on ne voit pas le Front sandiniste bâtir un programme de gouvernement qui représente un défi sérieux à la tendance néolibérale qui sévit aujourd'hui au Nicaragua. Alors puisque le social ne paraît plus être un objectif pour les sandinistes, ce n'est pas un hasard ni un oubli si, lors de la célébration de l'anniversaire de la Révolution sandiniste, le 19 juillet dernier, il n'y ait pas eu de chansons engagées ou de chants évoquant le passé révolutionnaire, mais seulement du folklore inoffensif accompagnant le culte

à la personnalité de Daniel Ortega. Et s'il n'y a aucun politique ni aucun groupe politique qui ait un réel souci de la population, ce n'est pas un hasard non plus si beaucoup de jeunes s'en vont à l'étranger ou désirent y aller, et si les bandes dans les quartiers périphériques des villes, vivent en marge. C'est leur façon de réagir. Qu'est-ce que la société leur offre ? Beaucoup de jeunes et de moins jeunes étudient, mais il faut être réaliste : combien d'entre eux travailleront dans leur branche ? Des centaines étudient chaque année l'administration des entreprises, mais ce sont les entreprises qui manquent.

Malgré tout, je note une certaine passivité, une sorte de résignation. Certes, il n'y a pas de « moteur » actuellement, mais nous sommes habitués à n'être que des spectateurs des querelles des dirigeants et habitués à la pauvreté et la dépendance. Dépendance des Espagnols dans le passé, des Etats-Unis maintenant, dépendance séculaire des petits dictateurs (des deux « pactistes », par exemple, voir plus loin), dépendance d'une culture et d'une religion fatalistes. Nous attendons tout de l'extérieur, d'en-haut, une sorte de providentialisme mal compris (c'est là que venait, en s'y opposant, la théologie de la libération).

Oui, culture de la passivité ; mais aussi culture de l'opprimé : pour survivre, le seul moyen est de courber la tête… apparemment. C'est le thème d'une chanson du 17e siècle, qui n'a pas d'auteur (il ne pouvait pas signer s'il voulait survivre). C'est pourquoi, en relisant, je me dis : il n'y a pas moyen de retirer une ligne de ce que j'ai écrit comme « chaos social », car c'est la réalité.

Mais en même temps, et curieusement, ce n'est pas la peinture de la vie quotidienne. Un visiteur comme tel ou tel d'entre vous, n'aura pas envie de vérifier dans le journal ou la télévision si ce que j'ai écrit est la réalité, car son attention sera attirée par la joie de vivre, le sourire et le service à fleur de peau, la façon digne de se vêtir, les innombrables célébrations de promo (décembre, c'est la fin de l'année scolaire), les inaugurations, les concerts (par exemple de Noël avec danses typiques), et… la présence des gosses.

Les gamins, la jeunesse, ne peuvent pas ne pas donner une couleur spéciale à la population, notamment une confiance dans l'avenir. Tous ceux d'entre vous, qui connaissez le Nicaragua, partagent certainement ce point de vue.

Situation politique qui éclaire la situation sociale

Pour celles et ceux d'entre vous qui n'êtes pas au courant, il faut rappeler qu'il y a 26 ans, les sandinistes (qui se réclamaient de Sandino, un Bolivar des années 1930), avaient commencé une révolution pacifique. Avec eux, l'analphabétisme avait baissé de 50% à 12%, et la santé était devenue accessible à tous, géographiquement et pécuniairement, et la polio, endémique, avait disparu en quelques mois. Le président de la République pendant ces 10 années sandinistes, était Daniel Ortega. Il a perdu le pouvoir en 1990 et s'est représenté 3 fois sans succès. Mais en fait, il est toujours au pouvoir !

En effet, Daniel Ortega et son deuxième successeur, Arnoldo Alemán, alors au pouvoir, se sont rencontrés pour fabriquer un pacte. Arnoldo Alemán, du parti libéral (et bien sympathisant des idées de l'ex-dictateur Somoza, renversé par les sandinistes), a gouverné avec une corruption inimaginable.

Ils avaient à l'époque, en effet, besoin l'un de l'autre, pour ne pas perdre leur immunité parlementaire et ainsi éviter un jugement, le premier pour viol de sa fille adoptive, et le deuxième pour ses vols et sa corruption qui devenaient de plus en plus manifestes. Rapidement le pacte est devenu réalité : le groupe sandiniste lié à Daniel Ortega et le groupe libéral pro Alemán se sont tout répartis : les pouvoirs de l'Etat, toutes les institutions publiques, manipulant à leur guise les fonctionnaires qu'ils ont choisis en fonction de leur fidélité inconditionnelle, et non pas comme résultat d'une quelconque discussion à l'intérieur du parti. Car toute démocratie interne (débats, opinions différentes, élections primaires…) relève du passé.

Alors, bien que le président actuel, Bolaños, ait fait mettre en prison Arnoldo Alemán, Ortega et le même Alemán gouvernent davantage que lui. Ils lui ont, par exemple, imposé, en janvier 2005, des réformes constitutionnelles qui réduisent le pouvoir de l'exécutif et facilitent le passage à un régime parlementaire. De cette manière, ils pourront continuer de gouverner (étant tous les deux députés et chefs de leur groupe parlementaire) quel que soit le président de la République, c'est-à-dire, même si Daniel Ortega

perd les élections une quatrième fois.

Bolaños n'a jamais accepté les réformes de janvier 2005. Pour « l'aider » à les accepter, les deux compères ont menacé de mettre en marche tout un processus pour le destituer. De son côté, pour tenter d'en finir avec le pacte, Bolaños a joué la carte alarmiste : si le pays est ingouvernable, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ne montreront plus la flexibilité qu'ils montrent actuellement, et il n'y aura plus d'investissements dans le pays. De nombreux sondages ou enquêtes sont créés pour appuyer cette thèse. Et des appels au secours sont dirigés à l'OEA (Organisation des Etats d'Amérique, du Canada à la Terre de Feu), aux ambassades européennes, aux présidents centre-américains et surtout aux Etats-Unis.

Alors, depuis quelques mois, on ne compte plus les « chargés de mission » ou les émissaires, en plus des deux derniers ambassadeurs, qui viennent des Etats-Unis pour réellement dicter ce qu'il faut faire, sans aucune pudeur. Une ingérence incroyable, impensable en France, au moins sous sa forme grotesque, mais qui est facilitée ici par le manque de dignité du président Bolaños, toujours à genoux devant les Etats-Unis.

Mais toutes les tentatives ou pressions de Bolaños, de l'OEA ou des Etats-Unis, pour tenter de rompre le pacte, et à la fois, d'unir obligatoirement la droite en vue des élections présidentielles de novembre 2006, sous entendu contre Daniel Ortega et le sandinisme, ont échoué jusqu'à maintenant.

Mais ce pacte, ajouté à l'indifférence totale que l'équipe dirigeante montre vis-à-vis de la population, font que le pays connaît un chaos : chaos politique : qui commande ?

Chaos institutionnel : les institutions publiques comme le pouvoir judiciaire ou le Conseil électoral sont totalement politisées, et aux ordres des deux « pactistes » (le Conseil suprême électoral est composé de 3 « alemanistes » et de 3 sandinistes). Chaos juridique et légal : les lois ne sont pas respectées, les délinquants en cravate ou les trafiquants de drogue sont aussitôt relâchés après leur arrestation, grâce à un non-lieu ; les trafiquants de bois précieux à destination de l'étranger circulent après cinq heures du soir, quand il n'y a plus de contrôles, etc.

Mais l'exemple vient d'en haut ! Tout le monde sait que Daniel Ortega, par l'influence qu'il exerce sur le pouvoir judiciaire depuis le pacte, a les clés de la prison d'Alemán et qu'il le libérera, non quand les lois l'exigeront (théoriquement dans 20 ans), mais quand ça lui conviendra politiquement (c'est-à-dire dans les mois qui viennent, mais le plus tard possible avant les élections pour ainsi garantir la division de la droite).

Cela fait rire, le nombre de fois qu'un juge déplace Alemán d'une prison à une « autre » (dans les propriétés personnelles d'Alemán), voire à l'hôpital (avec 10 maladies chroniques) et, même une fois, libéré par un juge de son obédience, avant que les juges sandinistes le remettent en prison 3 jours plus tard.

Les journaux n'ont pas manqué de faire leur enquête : il y a 431 reclus dans les prisons nicas qui souffrent de maladies graves et sont dans des conditions misérables, sans que les juges leur concèdent le régime de vie en famille qui a été accordé à Alemán et qui lui permet de participer librement à des fêtes, messes, et réunions politiques. Dans tout cela, comment croire dans les tribunaux ou dans la loi ?
Encore une fois, l'important, ce n'est pas la loi, mais la fidélité aux petits dictateurs. Ainsi, le 10 janvier, il a été encore question de modifier le régime carcéral d'Alemán. Cette fois, l'enjeu, c'est l'élection du nouveau président de l'Assemblée nationale.
Chaos social (voir plus haut).

Les élections de novembre prochain

Selon le pacte, Alemán et Ortega aimeraient s'opposer seuls dans des élections polarisées entre sandinisme et antisandinisme. Mais il y a des problèmes :

– Le libéralisme est divisé entre les pro et les anti Alemán.
Les Etats-Unis (par l'ambassade) font tout ce qu'ils peuvent pour les unir, afin d'avoir des chances de vaincre le sandinisme.
– Daniel Ortega aspirait à se présenter seul face au libéralisme divisé, mais le sandinisme est lui aussi divisé.
– Lewites, l'ancien maire de Managua, et plusieurs Comandantes de la Révolution des années 80 se réclament d'un sandinisme sans Daniel Ortega et constituent cette 4e option électorale. Les sandinistes et les non-sandinistes qui en font partie ne sont pas obnubilés par les prébendes qui dérivent du pouvoir. Ils rêvent de justice sociale, de souveraineté nationale et d'équité dans les relations humaines et pour tout cela on les sent un peu complices des gouvernements de gauche qui apparaissent ces derniers temps en Amérique latine. Mais actuellement, ce ne sont encore que des mots. La suite dira !
– Par contre, le groupe de Daniel Ortega est beaucoup plus proche d'Alemán (ex-somoziste) et du libéralisme que de ces gouvernements de gauche latinos, même s'il se présente partout comme « Le » représentant de la gauche nica. C'était vrai dans le passé, mais il y a 25 ans !

Selon une enquête de novembre 2005, Lewites arrive en tête des préférences, suivi de près par le dissident libéral, Daniel Ortega en 3e position et Alemán en 4e. Mais les deux derniers vont réagir, c'est certain. Comment le pouvoir leur échapperait-il ? Il est et sera très difficile au groupe « sauvegarde du sandinisme » de résister avec succès à la grosse machine électorale orteguiste. « Grosse » c'est-à-dire très bien organisée et pleine d'expérience.

C'est le « comment » de la réaction qui n'est pas encore totalement connu. On s'attend à ce qu'ils trouvent des motifs pour disqualifier leur dissident et refouler les candidatures, ce qui serait et sera entériné aussitôt par le Conseil électoral, dont les membres ont été choisis par le pacte pour qu'ils répondent aux intérêts d'Alemán et plus encore d'Ortega. Et bien d'autres fraudes sont attendues, et n'étonneront pas. Personne n'a confiance dans l'éthique du Conseil électoral. La fraude, ce n'est pas tellement le jour des élections ! Et combien de coups bas et de conspirations verrons-nous dans les mois qui viennent ?

Deux mois après avoir écrit ces lignes, je ne peux que les confirmer ou les souligner plusieurs fois. Ces jours-ci, les médias dénoncent des irrégularités et des ruses que le Front sandiniste et ses représentants au Conseil électoral utilisent dans les élections régionales, imminentes, sur la côte atlantique. C'est ainsi que 15% de la population en âge de voter n'a pas de carte d'identité. Il n'est pas du tout sûr qu'ils en auront une en novembre prochain, si l'on tient compte de tous les obstacles (prémédités) pour les obtenir. Et le vote des nicas à l'étranger ne sera probablement pas autorisé. Or ils sont très nombreux et les dollars qu'ils envoient permettent à l'économie nationale de se maintenir à flot.

Et pour comble, le pouvoir judiciaire s'est dégradé énormément. Seulement 17% de la population a confiance en lui. Ce n'est pas étonnant : en 2005 un des ministres d'Alemán, voleur comme pas un, avait détourné une partie de l'aide internationale reçue à l'occasion de l'ouragan Mitch pour se construire une immense villa au bord de la mer ; il a été absout totalement ainsi que les auteurs de faillite frauduleuse de banques ; et cette décision des juges de donner le régime de vie familiale à l'inculpé Alemán !!!

Et quel sera le candidat désigné par Alemán ? un candidat perdant pour favoriser Daniel Ortega ? et ainsi, par renvoi d'ascenseur, permettre la sortie de « prison » d'Alemán.

Dans les trois dernières campagnes électorales, l'ambassadeur des Etats-Unis et l'Eglise catholique avaient eu un poids considérable. Cette année ce sera différent, car le Cardinal Obando (80 ans) a vu sa démission acceptée (à 4h du matin !!, quelques heures avant la mort du pape Jean-Paul II, la nouvelle lui a été communiquée par le nonce, un français). Ça a été décisif, il accepte encore d'être l'intermédiaire entre deux parties en conflit ; des personnalités politiques continuent de le visiter ; et Daniel Ortega et sa famille étaient tout récemment au 1er rang lors de la messe pour ses 80 ans (« Paris ou les quotas de pouvoir valent bien une messe »). Mais il a perdu beaucoup de pouvoir et d'influence, d'autant plus que son remplaçant à la tête du diocèse de Managua est apprécié pour n'avoir aucune prétention politique, sinon pastorale.

Vous me direz une fois de plus que cette lettre est noire. Je n'y vois que la réalité. Mais, comme je vous l'ai

dit plus haut, il y a beaucoup de gaieté et d'humour, même au milieu de la survie. En France, on vit très bien, mais il n'y a pas cette joie de vivre que l'on rencontre ici ! Si c'était si noir, comment expliqueriez-vous ma présence depuis 22 ans ? Cependant, c'est vrai, je ferai un effort la prochaine fois pour souligner le positif dans chaque chapitre que j'aborde.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2868.
– Traduction Dial.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial) et l'adresse internet de l'article.